



LE BIEN PUBLIC
les dépêches

**Interview de François Bayrou par
le journal « Le bien public »
26/04/09**

Le Bien public. - Comment se passe cette campagne présidentielle ?

François Bayrou. - (Silence) Vous voulez dire quoi ?

LBP. - Vous êtes en campagne présidentielle en ce moment ?

FB. - Pas du tout. Je suis en tour de France pour les européennes. Alors, évidemment, toutes les élections sont reliées les unes aux autres mais je ne confonds pas les échéances.

LBP. - François Hollande vous a demandé de clarifier certaines de vos positions...

FB. - Toutes les sensibilités républicaines du pays peuvent discuter ensemble. Nous ne sommes pas en guerre civile. Mais, si l'idée de certains était de me voir m'aligner sur le PS, évidemment, ils feraient chou blanc. Ce n'est pas mon intention. Je suis un défenseur du pluralisme. La force du MoDem, la force du courant démocrate en France, c'est précisément d'être distinct de l'UMP, voire en confrontation avec l'UMP, sur la gestion actuelle, et, dans le même temps, d'être sans concession à l'égard du PS dont je considère que les divisions, l'absence de visions, sont assez frappantes aujourd'hui.

LBP. - Vous avez parlé de pluralisme. Le Nouveau centre a mené à l'Assemblée un combat s'appuyant sur cette idée du pluralisme pour se faire reconnaître. Vous ne l'avez pas soutenu. Pourquoi ?

FB. - Le Nouveau Centre est allé chercher, pour son financement, un parti autonomiste polynésien. Je n'ai pas la même vision de la transparence. Je n'ai rien d'autre à dire.

LBP. - Vos anciens amis du Nouveau centre s'étonnent que vous ayez, aujourd'hui, un avis différent sur la réintégration de la France dans le commandement de l'Otan de celui que vous aviez lorsque vous étiez à l'UDF. Que répondez-vous ?

FB. - Quand le général de Gaulle est sorti de l'Otan, j'avais 15 ans et ma conscience politique était sans doute très importante, mais j'étais loin du sujet. Les socialistes et les centristes étaient choqués (...) A cette époque, le mur de Berlin existait, Kennedy venait d'être assassiné... J'explique cela dans mon livre. Ce n'était pas le monde de maintenant. Aujourd'hui, le retour dans le commandement intégré de l'Otan est une faute contre une certaine idée d'indépendance de la France, contre une certaine idée du pluralisme du monde. Je suis d'accord sur ce dossier avec Hubert Védrine (1) qui explique, dans un article publié récemment, que l'Occident avait tort de se comporter comme une forteresse assiégée contre le reste du monde. Nous avons besoin de voix différentes au sein de l'Otan. Se ranger dans le commandement intégré de l'Otan a, pour moi, deux conséquences : l'Occident se referme et passe sous l'autorité américaine. Car « commandement intégré », cela veut dire commandement américain. Enfin, cela veut dire qu'il n'y aura pas de Défense européenne. C'est beaucoup de dégâts pour une seule décision.

LBP. - Vous êtes donc en campagne pour les Européennes. Qu'est-ce qui différencie le MoDem des autres formations politiques en général et du NC en particulier ? Quelle est, par exemple, votre position sur l'entrée de la Turquie ?

FB. - J'ai souvent expliqué que l'entrée de la Turquie, cela voulait dire qu'il n'y aurait pas d'Europe politique. Pour l'instant, le gouvernement a ouvert le dossier. Nous allons voir comment cela évolue. Pour ma part, si l'on veut une Europe politique, elle doit partir du cœur de l'Union européenne, c'est-à-dire de la zone euro. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la Turquie n'est pas le cœur de l'Union européenne. La Turquie, c'est l'Otan.

Concernant la formation que vous évoquez - le Nouveau centre -, une chose nous différencie. Cette formation n'existe pas parce qu'une formation qui n'est pas capable de présenter une liste aux élections n'existe pas. Même pas une seule liste sur l'ensemble territoire national ! Ils ont choisi de se satelliser autour de l'UMP.

LBP. - Revenons-en à la question...

FB. - J'y reviens. Pour moi, l'Europe doit être active. Pour l'instant, elle ne l'est pas. C'est pour cela que j'ai soutenu l'idée d'un emprunt européen de 300 milliards d'euros, qui serait un emprunt émis par les institutions européennes pour donner un peu de marge de manœuvre et qui permettrait de participer - le besoin s'en fera sentir - à un vrai soutien de l'activité économique vers l'investissement et les PME. Je crois que cela manque vraiment. Si l'Europe doit être active, elle doit être démocratisée.

C'est pourquoi je soutiens deux idées. La première est que l'on ne puisse pas prendre de décision européenne sans avoir annoncé, trois mois à l'avance, qu'elle est en préparation, afin que les gens puissent s'investir par l'intermédiaire de leur député. Deuxième idée : que toutes les décisions européennes soient prises en public. De manière à ce que l'on sache qui vote quoi. Quand le gouvernement dit « c'est la faute de Bruxelles », on s'aperçoit, dans 99 cas sur 100, qu'il a voté à Bruxelles contre ce qu'il dénonce à Paris. Je veux que désormais les choix soient clairement affichés.

LBP. - Dans quel groupe vos députés siégeront-ils ?

FB. - Dans notre groupe qui rassemble le Libdem britannique, le Parti démocrate italien, etc. Nous avons 100 députés au Parlement européen. Nous sommes le 3e groupe. En France, UMP et PS font semblant d'être l'un contre l'autre. A Strasbourg et à Bruxelles, ils votent ensemble. Un exemple ? J'ai proposé la candidature de Gueremeck (2), l'historien polonais, ministre des Affaires étrangères de Walesa. UMP et PS ont voté ensemble contre la présidence de Gueremeck. C'était pourtant un symbole fort pour le premier parlement réunifiant l'Est et l'Ouest. (...) Tout cela pour faire élire un apparatchik socialiste qui serait suivi, à mi-mandat, par un apparatchik de droite allemand. Ceci ne correspond pas à la transparence que je souhaite (...).

LBP. - Votre livre, « Abus de pouvoir », sort jeudi chez Plon. Tout est dans le titre ?

FB. - (...) Ce livre répond à une question. Beaucoup de Français sentent que quelque chose ne va pas. Ils voient beaucoup de dérives du pouvoir actuel, mais il est très difficile pour eux de mettre le doigt sur ce qui les gêne. C'est difficile de dire en quoi consistent ces dérives. Ces dérives résident dans l'exercice du pouvoir qui est totalement confisqué, dans une idéologie qui est le contraire de l'idéologie républicaine française, de la vision républicaine française de la société.

Ces dérives résident également dans la mise en place, en France, de réseaux qui sont des réseaux médiatiques, financiers, industriels, politiques qui font que le pays ne ressemble pas à ce qu'il devrait être.

LBP. - Si François Sauvadet vous annonçait qu'il souhaite revenir à vos côtés ?

FB. - (Silence) Comment dire ? J'ai le cœur indulgent mais je prendrais quelques précautions quand même.

Propos recueillis par Francis ZIEGELMEYER

Abus de pouvoir, de François Bayrou, chez Plon.

(1) Hubert Védrine a été ministre des Affaires étrangères de Lionel Jospin.
(2) Bronisaw Gueremeck fut député européen et l'un des artisans de la libération de la Pologne du joug soviétique.